

FSMA\_2019\_01-2 du 17/12/2018

## Etat récapitulatif des valeurs représentatives

### **Champ d'application:**

Institutions de retraite professionnelle

Nature des valeurs	Code	Valeur comptable <sup>1</sup>	Valeur d'affectation <sup>2</sup>	
		EURO	EURO	% <sup>3</sup>
<b>A. ACTIFS REGLEMENTAIRES<sup>4</sup></b>				
<b>1. Obligations et autres instruments de dette</b>				
1.1. Obligations et autres instruments de dette (à l'exception des produits structurés <sup>5</sup> ) émis par				
1.1.1. (i) d'autorités publiques centrales, régionales ou locales ou (ii) des banques centrales de ces Etats ou (iii) des entités du secteur public de ces Etats ou (iv) des banques multilatérales de développement ou des organisations internationales				
1.1.1.1. de l'EMU	1.1	.....	.....	.....
1.1.1.2. de l'UE mais non EMU	1.2	.....	.....	.....
1.1.1.3. hors de l'UE	1.3	.....	.....	.....

<sup>1</sup> Valeur comptable : valeur à laquelle le bien est repris à l'actif du bilan.

<sup>2</sup> Valeur d'affectation telle que déterminée conformément aux prescriptions des articles 30 à 36 de l'arrêté royal du 12 janvier 2007 et les prescriptions reprises à l'article 93, alinéa 3 de la LIRP.

<sup>3</sup> Pourcentage à calculer par rapport aux provisions techniques (code 0/16).

<sup>4</sup> Catégories de placement permises par l'article 27 de l'arrêté royal du 12 janvier 2007 et tenant compte des prescriptions reprises à l'article 91 de la LIRP.

<sup>5</sup> Ceux-ci sont à la catégorie 1.2.

1.1.2. d'établissements de crédit, de compagnies d'assurance, d'entreprises d'investissement ou de société de gestion d'OPC				
1.1.2.1. de l'EMU				
1.1.2.1.1. négociée sur un marché réglementé <sup>6</sup>	1.4	.....	.....	.....
1.1.2.1.2. non négociée sur un marché réglementé	1.5	.....	.....	.....
1.1.2.2. de l'UE mais non EMU				
1.1.2.2.1. négociée sur un marché réglementé <sup>7</sup>	1.6	.....	.....	.....
1.1.2.2.2. non négociée sur un marché réglementé	1.7	.....	.....	.....
1.1.2.3. hors de l'UE				
1.1.2.3.1. négociée sur un marché réglementé <sup>8</sup>	1.8	.....	.....	.....
1.1.2.3.2. non négociée sur un marché réglementé	1.9	.....	.....	.....
1.1.3. d'autres entreprises (à l'exception des obligations émises par des entreprises immobilières <sup>9</sup> )				
1.1.3.1. de l'EMU				
1.1.3.1.1. négociée sur un marché réglementé <sup>10</sup>	1.10	.....	.....	.....
1.1.3.1.2 non négociée sur un marché réglementé	1.11	.....	.....	.....
1.1.3.2. de l'UE mais non EMU				
1.1.3.2.1. négociée sur un marché réglementé <sup>11</sup>	1.12	.....	.....	.....
1.1.3.2.2. non négociée sur un marché réglementé	1.13	.....	.....	.....
1.1.3.3. hors de l'UE				
1.1.3.3.1. négociée sur un marché réglementé <sup>12</sup>	1.14	.....	.....	.....
1.1.3.3.2. non négociée sur un marché réglementé	1.15	.....	.....	.....

<sup>6</sup> Marché réglementé au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

<sup>7</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>8</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>9</sup> Ceux-ci sont à la catégorie 1.1.4.

<sup>10</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>11</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>12</sup> Voir note de bas de page n° 6.

1.1.4. émises par des entreprises immobilières <sup>13</sup>				
1.1.4.1. négociée sur un marché réglementé <sup>14</sup>	1.16	.....	.....	.....
1.1.4.2. non négociée sur un marché réglementé	1.17	.....	.....	.....
1.2. Produits structurés <sup>15</sup>	1.18			
<b>TOTAL</b>	<b>1.19</b>	.....	.....	.....
<b>2. Actions</b>				
2.1. d'établissements de crédit, de compagnies d'assurance, d'entreprises d'investissement ou de sociétés de gestion d'OPC				
2.1.1. de l'EMU				
2.1.1.1. négociée sur un marché réglementé <sup>16</sup>	2.1	.....	.....	.....
2.1.1.2. non négociée sur un marché réglementé	2.2	.....	.....	.....
2.1.2. de l'UE mais non EMU				
2.1.2.1. négociée sur un marché réglementé <sup>17</sup>	2.3	.....	.....	.....
2.1.2.2. non négociée sur un marché réglementé	2.4	.....	.....	.....
2.1.3. hors de l'UE				
2.1.3.1. négociée sur un marché réglementé <sup>18</sup>	2.5	.....	.....	.....
2.1.3.2. non négociée sur un marché réglementé	2.6	.....	.....	.....

<sup>13</sup> Cette information est nécessaire afin de pouvoir établir l'exposition de l'IRP à la classe d'actif « immobilier ». Il s'agit entre autres des instruments de dette émis par une Société Immobilière Réglementée (« SIR ») ou un OPC en immobilier (par exemple une Société à Capital Fixe en Immobilier (« sicafi ») ou un autre type d'AIF immobilier).

<sup>14</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>15</sup> Par produit structuré, il y a lieu d'entendre un produit d'investissement qui comporte un ou plusieurs dérivés et dont le remboursement ou le rendement dépend, selon une formule établie, de l'évolution d'une ou de plusieurs valeurs sous-jacentes.

<sup>16</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>17</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>18</sup> Voir note de bas de page n° 6.

2.2.	Autres (à l'exception d'actions émises par des sociétés immobilières <sup>19</sup> )			
2.2.1.	de l'EMU			
2.2.1.1.	négociée sur un marché réglementé <sup>20</sup>	2.7	.....	.....
2.2.1.2.	non négociée sur un marché réglementé	2.8	.....	.....
2.2.2.	de l'UE mais non EMU			
2.2.2.1.	négociée sur un marché réglementé <sup>21</sup>	2.9	.....	.....
2.2.2.2.	non négociée sur un marché réglementé	2.10	.....	.....
2.2.3.	hors de l'UE			
2.2.3.1.	négociée sur un marché réglementé <sup>22</sup>	2.11	.....	.....
2.2.3.2.	non négociée sur un marché réglementé	2.12	.....	.....
2.3.	de sociétés immobilières <sup>23</sup> (à l'exception des parts au sein d'OPC en immobilier <sup>24</sup> )			
2.3.1.	négociée sur un marché réglementé <sup>25</sup>	2.13	.....	.....
2.3.2.	non négociée sur un marché réglementé	2.14	.....	.....
<b>TOTAL</b>		<b>2.15</b>	.....	.....
<b>3. Parts dans</b>				
3.1.	des organismes de placement collectif qui répondent aux dispositions de la directive UCITS <sup>26</sup> :			
3.1.1.	en obligations	3.1	.....	.....
3.1.2.	en actions	3.2	.....	.....
3.1.3.	en valeurs mixtes	3.3	.....	.....
3.1.3.1.	dont obligations	3.4	.....	.....

<sup>19</sup> Ceux-ci sont à la catégorie 2.3, 3.2.1.5 ou 3.2.2.5.

<sup>20</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>21</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>22</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>23</sup> Cette information est nécessaire afin de pouvoir établir l'exposition de l'IRP à la classe d'actif « immobilier ».

<sup>24</sup> Ceux-ci sont à la catégorie 3.2.1.5 ou 3.2.2.5.

<sup>25</sup> Voir note de bas de page n° 6.

<sup>26</sup> Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

3.1.3.2. dont actions	3.5	.....	.....	.....
3.1.4. en liquidités et instruments du marché monétaire	3.6	.....	.....	.....
3.2. des Fonds d'Investissement Alternatif (AIF) <sup>27</sup>				
3.2.1 de l'espace économique européen				
3.2.1.1. en obligations	3.7	.....	.....	.....
3.2.1.2. en actions	3.8	.....	.....	.....
3.2.1.3. en valeurs mixtes	3.9	.....	.....	.....
3.2.1.3.1. dont obligations	3.10	.....	.....	.....
3.2.1.3.2. dont actions	3.11	.....	.....	.....
3.2.1.4. en liquidités et instruments du marché monétaire	3.12	.....	.....	.....
3.2.1.5. en immobilier	3.13	.....	.....	.....
3.2.1.6. autres	3.14	.....	.....	.....
3.2.2. hors de l'espace économique européen				
3.2.2.1. en obligations	3.15	.....	.....	.....
3.2.2.2. en actions	3.16	.....	.....	.....
3.2.2.3. en valeurs mixtes	3.17	.....	.....	.....
3.2.2.3.1 dont obligations	3.18	.....	.....	.....
3.2.2.3.2 dont actions	3.19	.....	.....	.....
3.2.2.4. en liquidités et instruments du marché monétaire	3.20	.....	.....	.....
3.2.2.5. en immobilier	3.21	.....	.....	.....
3.2.2.6. autres	3.22	.....	.....	.....
<b>TOTAL</b>	<b>3.23</b>	.....	.....	.....

<sup>27</sup> Directive européenne 2011/61/UE du Parlement et du Conseil du 8 juin 2011 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatif.

<b>4. Instruments financiers dérivés<sup>28</sup></b>				
4.1. de gré à gré (OTC)				
4.1.1. dont on peut objectivement mesurer la contribution à la réduction des risques d'investissement en relation directe avec la solvabilité de l'IRP	4.1	.....	.....	.....
4.1.2. autres que ceux visés sous 4.1.1	4.2	.....	.....	.....
4.2. Autres que ceux visés sous 4.1				
4.2.1. dont on peut objectivement mesurer la contribution à la réduction des risques d'investissement en relation directe avec la solvabilité de l'IRP <sup>29</sup>	4.3	.....	.....	.....
4.2.2. autres que ceux visés sous 4.2.1	4.4	.....	.....	.....
<b>TOTAL</b>	<b>4.5</b>	.....	.....	.....
<b>5. Prêts</b>				
5.1. Garantis par :				
5.1.1. une hypothèque	5.1	.....	.....	.....
5.1.2. des institutions de crédit ou des entreprises d'assurances	5.2	.....	.....	.....
5.1.3. d'autres sûretés	5.3	.....	.....	.....
5.2. Autres prêts	5.4	.....	.....	.....
<b>TOTAL</b>	<b>5.5</b>	.....	.....	.....

<sup>28</sup> Instruments dérivés qui sont affectés comme couverture en vertu de l'article 23 de l'arrêté royal du 12 janvier 2007 relatif au contrôle prudentiel des IRP. Conformément à l'article 36 du même arrêté royal, « pour l'établissement de la valeur d'affectation des valeurs représentatives, il est tenu compte des instruments dérivés se rapportant à ces valeurs représentatives pour autant que ces instruments dérivés ne soient pas eux-mêmes utilisés comme valeurs représentatives. En outre, ces instruments dérivés doivent être utilisés pour limiter le risque de placement ou rendre possible une gestion efficace du portefeuille et doivent satisfaire aux dispositions de l'article 28 ».

<sup>29</sup> Voir note de bas de page n°28.

<b>6. Biens immobiliers</b>				
6.1. Immeubles	6.1	.....	.....	.....
6.2. Certificats immobiliers	6.2	.....	.....	.....
6.3. Droits réels sur des biens immobiliers	6.3	.....	.....	.....
<b>TOTAL</b>	<b>6.4</b>	.....	.....	.....
<b>7. Part dans les provisions techniques<sup>30</sup></b>				
7.1. des compagnies d'assurance <sup>31</sup>		.....	.....	.....
7.1.1. Branche 21	7.1	.....	.....	.....
7.1.2. Branche 23 dont l'actif sous-jacent répond aux dispositions de la directive UCITS <sup>32</sup> et investit				
7.1.2.1. en obligations	7.2	.....	.....	.....
7.1.2.2. en actions	7.3	.....	.....	.....
7.1.2.3. en valeurs mixtes	7.4	.....	.....	.....
7.1.2.3.1. dont obligations	7.5	.....	.....	.....
7.1.2.3.2. dont actions	7.6	.....	.....	.....
7.1.2.4. en liquidités et instruments du marché monétaire	7.7	.....	.....	.....
7.1.3. Branche 23 – autre actif sous-jacent				
7.1.3.1. en obligations	7.8	.....	.....	.....
7.1.3.2. en actions	7.9	.....	.....	.....
7.1.3.3. en valeurs mixtes	7.10	.....	.....	.....
7.1.3.3.1. dont obligations	7.11	.....	.....	.....
7.1.3.3.2. dont actions	7.12	.....	.....	.....
7.1.3.4. en liquidités et instruments du marché monétaire	7.13	.....	.....	.....
7.1.3.5. en immobilier	7.14	.....	.....	.....
7.1.3.6. autres	7.15	.....	.....	.....
7.1.4. Branche 26	7.16	.....	.....	.....
7.2. des compagnies de réassurance	7.17	.....	.....	.....
<b>TOTAL</b>	<b>7.18</b>	.....	.....	.....

<sup>30</sup> Nous vous renvoyons à cet égard à la circulaire FSMA\_2014\_14 relative aux comptes annuels des IRP.

<sup>31</sup> La branche 27 reprend la gestion pour compte de tiers. Cette branche ne doit pas être reprise sous la catégorie 7 mais doit être ventilée dans les catégories (et sous-catégories) 1 à 6.

<sup>32</sup> Notamment chapitres VII en X de la Directive 2009/65/CE.

<b>8. Créances d'impôts</b>	<b>8</b>	.....	.....	.....
<b>9. Comptes à vue ou à terme ouverts auprès d'établissements de crédit ou auprès de la BNB</b>	<b>9</b>	.....	.....	.....
<b>10. Avances sur prestations</b>	<b>10</b>	.....	.....	.....
<b>11. Intérêts et loyers courus et non échus relatifs aux valeurs représentatives s'ils ne sont pas déjà inclus dans la valeur des actifs correspondants</b>	<b>11</b>	.....	.....	.....
<b>12. Contributions à recevoir</b>	<b>12</b>	.....	.....	.....
<b>TOTAL A</b>	<b>13</b>	.....	.....	.....
<b>B. AUTRES VALEURS (à spécifier)<sup>33</sup></b>	<b>14</b>	.....	.....	.....
<b>TOTAL GENERAL (A + B)</b>	<b>15</b>	.....	.....	.....
<b>PROVISIONS TECHNIQUES</b>	<b>16</b>	.....	.....	.....

<sup>33</sup> Autres actifs dérogeant dans des circonstances exceptionnelles aux règles énoncées dans les sections I à IV du chapitre V de l'arrêté royal du 12 janvier 2007, sur la base d'une demande dûment motivée et moyennant accord de la FSMA.